

**La crise se fait sentir. Comme une guerre, elle imposera des sacrifices. Les choix ne seront acceptables que fondés sur la morale et la justice ...**

## Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

Le 17 octobre, depuis 1992, rappelle «symboliquement» à nos consciences parfois endormies que la pauvreté existe, qu'elle est un fléau, qu'elle est une atteinte à la dignité humaine.

L'attachement aux valeurs de la fraternité peut signifier une implication personnelle. Nous pouvons combattre cette injustice économique par un geste, une revendication. Chacun, à l'aune de ses moyens a le devoir d'agir.

La politique s'empare trop souvent de cette question pour se valoriser. Rien n'est plus louche que la solidarité prônée par les ultra privilégiés. Nul n'est plus odieux que celui qui caresse les pauvres tout en s'enrichissant par tous les moyens.

Parmi les démunis, des retraités qui voient leur vie de travail insuffisamment gratifiée, quand parmi leurs porte paroles se glissent des retraités récompensés pour un travail jamais effectué. C'est répugnant !

Voilà un scandale inadmissible face au scandale de la pauvreté ...

Contactez-nous  votre avis nous intéresse

**CAP notre AVENIR** [capnotreavenir@live.fr](mailto:capnotreavenir@live.fr)  
06.85.85.77.29  
**Association Loi 1901** [capnotreavenir.blogg.org](http://capnotreavenir.blogg.org)

## Question de philosophie :

Nous croyons à la nécessité de l'action sociale. Oui, notre humanisme viscéral nous incite à mettre en exergue la valeur de la solidarité utile pour le «bien vivre ensemble » des membres d'une société.

Par contre, à la différence des socialistes, nous estimons que l'action sociale se doit d'être ponctuelle dans le temps pour être efficace. Peut-on encore parler d'accompagnement après trois ans d'intervention ? Certainement pas !

Nous ne nions pas qu'une partie de la population aura toujours besoin d'être sous perfusion sociale. Logiquement, 5 % des personnes devraient être concernées.

Pour le reste, il faut faire attention à ne pas les enfermer dans des dispositifs sclérosants et stigmatisants.

Par exemple, les contrats aidés ne devraient concerner que des populations jeunes de moins de 30 ans sans qualification ou des personnes âgées de plus de 55 ans ayant un faible potentiel d'insertion professionnelle. Hélas, pour les personnes n'entrant pas dans ces catégories, un contrat aidé peut être un frein à une future embauche.

A ce titre, les contrats d'avenir feront énormément de dégâts. Comment un employeur peut-il embaucher un jeune qui aura effectué un contrat d'avenir ? Il pensera que ce jeune n'a pas véritablement travaillé tout en lui affirmant le contraire.

Une seule solution pour être efficace : il faut mettre en corrélation ce genre de dispositif avec les offres d'emploi ne trouvant pas preneur (environ 600.000 en ce moment). Par exemple : si 5.000 offres de plombier ne sont pas satisfaites, il faut que les jeunes issus de ces contrats d'avenir (environ 3000) sortent du dispositif avec une formation qualifiante sur les savoir-faire de base dans ce domaine. Ceci pourra permettre aux entreprises de commencer à les recruter et de pouvoir continuer à les former en interne. Autrement, les contrats d'avenir n'auront servi à rien en coûtant beaucoup !

## La culture entre paillettes et populisme

L'année 2013 sera glorieuse pour Dunkerque, les feux de la rampe braqués sur elle. Auréolée du titre flamboyant de « **CAPITALE REGIONALE DE LA CULTURE** », la cité de Jean Bart vivra, après le rite joyeux du carnaval, neuf mois de fêtes, de spectacles, de réjouissances en tous genres.

Rien ne se faisant au hasard dans la programmation politique, trois grandes inaugurations ponctueront l'événement « culturel » : le baptême du FRAC dans le quartier du Grand Large, l'ouverture de la « Halle aux sucres » remaniée sur le môle 1, la réouverture, en centre ville, du Théâtre municipal. Personne (ou presque) ne pourra en douter : notre ville, en 2013, sera animée d'une grande ferveur culturelle.

A faire pâler de jalousie les concurrents, les sempiternels grincheux et autres détracteurs. Le bec cloué par la surmédiasation de cette subite boulimie, nous, les sceptiques, qui doutons a priori de la pertinence de ces projets coûteux en tant de crise, devons subir neuf mois de propagande hystérique, de surenchère bavarde, de flagornerie courtisane.

Les choix annoncés pour le remplissage de ces neuf mois sont idéologiques. La culture est d'abord envisagée, par les organisateurs, comme un « facteur de cohésion sociale ». Une telle définition signifie, tôt ou tard, un encadrement déguisé des publics populaires. On accordera aux participants la possibilité de s'exprimer « librement, à condition(s) de ... ». Au pays de la Marianne d'or, on sait faire passer des vessies (de manipulation) pour des lanternes (de liberté). Sophistication de régime totalitaire ...

Nous pouvons craindre le pire : des spectacles misérabilistes, des discours démagogiques, des gesticulations « avant-gardistes », des postures clientélistes... Un bric à brac vite assimilé à la culture. Tout cela fera beaucoup de bruit, mais après ? Que se passera-t-il après cette agitation scénarisée, cette fête contrôlée, cette ivresse structurée ? Une fois le rideau baissé, retour au quotidien ... d'une ville déclinante !

A cette vision politico-prosélyte de la culture, préférons ce mot de Jean Guéhenno (1890-1978) : « **toute vraie culture n'est qu'intérieure** »

## ILS SONT NULS

**Improvisation, impréparation, imprévision... telles sont les singularités du plan de stationnement et de circulation mis en place par notre Municipalité rayonnante avant qu'elle ne fasse piteusement marche arrière sous la pression populaire.**

Combien a coûté à la Collectivité la pose et la dépose de nombreux drapeaux et panneaux de signalisation 30 devenus inutiles, les empreintes et le gommage des peintures réalisées sur certaines chaussées ? Personne n'en saura rien. **Il serait temps que les élus deviennent personnellement responsables des conséquences financières des erreurs ou des fautes qu'ils commettent avec les deniers publics qu'ils sont censés gérer en bon père de famille.**

### A l'oeil ou les yeux de la tête ?

le service de la navette dite « gratuite » (façon de parler !) qui dessert le parking-relais du Môle 1 dont il n'est pas étonnant qu'il soit rempli, soit par les usagers du train qui ne peuvent plus se garer sur le parking du Pôle Marine, soit par le personnel des magasins du Centre qui en est chassé par le coût du stationnement, raison pour laquelle l'horaire de ce service a été étendu jusqu'à 20 heures, précisément pour des raisons évidentes de sécurité de ce personnel.

Faites le calcul : une navette sans recettes avec une rotation de chauffeurs 6 jours sur 7 de 7h30 à 20h ! Ce service prétendument « à l'oeil » coûtera, en réalité, les yeux de la tête.

En 2012, l'imposition locale a baissé de 5 % à CALAIS. Ce n'est pas demain que nous aurons le même sort dans le Dunkerquois !

Il faut être nul pour décider d'un plan tout l'été, de le mettre en place en septembre et de le défaire en grande partie en octobre ! Certains diront que c'est tout à l'honneur d'une Municipalité qui est à l'écoute de ses concitoyens.

D'autres, plus nombreux, diront que c'est la preuve d'un manque de discernement avec pour conséquence un gâchis financier.

Il fallait, en effet, être totalement nul pour imaginer de très vastes zones 30 sur des avenues périphériques (rues du 110 RI, de la Cunette, Quais des Jardins ou des Hollandais...) en dehors de tout endroit sensible (écoles, cliniques...). Une zone 30 ne peut être que limitée si on veut y faire respecter sa vitesse imposée.

Savez-vous, d'ailleurs, que le principe même de la zone 30 est très discutable. Voici ce qu'a déclaré à la Croix, le 27 septembre 2012, Mme Joëlle COLOSIO, Responsable du dossier qualité de l'air à l'ADEME (ndlr : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) :

« Le lien entre émissions et vitesse se traduit, de manière générale, par une courbe en cloche. Les véhicules qui circulent entre 30 et 50 km/h dans des voies resserrées – comme c'est le cas en Ville – émettent beaucoup. Ils sont, en effet, en bas régime et sont sollicités en permanence pour s'arrêter et redémarrer. C'est pourquoi la baisse des vitesses en Ville pose elle aussi question. Si elle est bénéfique dans les domaines du bruit et de la sécurité, elle reste encore à documenter en termes d'émissions de polluants. Entre 70 et 80 km/h, nous nous trouvons en bas de la courbe des émissions. Celle-ci commence à remonter à partir de 90 km/h quand le lien entre vitesse et quantités émises joue à plein ».

Autrement dit – pour cette spécialiste incontestée – **la zone 30 ne protège pas la qualité de l'air** (déjà bien pollué !). Elle n'est, sans doute, que le caprice d'un Maire qui a décidé – à l'approche des Municipales – de donner des gages à ses alliés « Verts », très exactement comme François HOLLANDE leur a promis de réduire la part du nucléaire comme source d'énergie pour les inciter (en vain !) à voter le Traité Européen.

Pourquoi, d'ailleurs, Monsieur le Gendre est-il le grand présentateur de ce grand raté, alors qu'il est Adjoint au logement et non à la voirie ou à l'urbanisme ?

Avez-vous remarqué comme ils sont attendrissants le Beau-Père et le Gendre désormais rassemblés sur les photos du mois, soit à l'occasion de l'article consacré à la prise illégale d'intérêts lorsque le premier est intervenu irrégulièrement pour recruter le second, soit dans le dernier DUNKERQUE MAGAZINE ou en première page du Phare (10.10.2012) pour annoncer les « adaptations » (quel euphémisme !) apportées au plan moins d'un mois après sa mise en service !

Nous, les sans grade, on présente des excuses quand on a commis des erreurs. Eux ne se trompent jamais. Ils « s'adaptent »... et la rubrique des Socialistes dans le même journal nous apprend que ce plan avait été arrêté après « plus de 50 réunions d'échanges » (sic), réunions de concertations dont nous n'avons, évidemment, jamais eu connaissance puisque telle est la Démocratie ici.

Vous avez bien lu : plus de 50 réunions.

Conclusion : ils seraient nombreux les NULS qui ont imaginé, conçu et réalisé ce plan, sous la haute autorité du Roi et de son Dauphin.

Guy LECLUSE

## LE DÉSERT ...

Les parkings de centre-ville étant désormais très peu fréquentés, il est évident que ce sont les « Commerces de Proximité » qui font les frais de l'imprévoyance Municipale.

Pas étonnant que nombre de magasins soient fermés puisque les commerçants désertent Dunkerque, et tant pis pour la création d'emplois et l'animation de la ville qu'on remplacera, sans doute, par de « Grandes Parades » à la charge des contribuables.

Décidément, après le coup de massue fiscal de Matignon, la folle parade de Lille, la Grande Salle et le « coût de théâtre » de Dunkerque, on ne peut pas dire que les économies soient le premier souci des gens qui nous gouvernent.

Concrètement, une zone bleue s'impose tout de suite ou à défaut une heure gratuite pour les parkings payants de Dunkerque-Centre !

C'est ce qui se dit en Ville, comprenez qui voudra ...

C.A.